

Les membres de la CPRIA Hauts de France,

Affirment que dans cette période la première des priorités est d'assurer la sécurité sanitaire de tous, notamment des salariés et des chefs d'entreprise. La reprise économique évoquée pour la mi-mai pourra se faire, non pas sur des projections économiques et des spéculations sanitaires hasardeuses, mais bien par la mise en place des moyens répondants à la réalité des besoins.

Dès à présent les réponses à ces besoins sont identifiées par la CPRIA Hauts de France comme étant des décisions et des mesures responsables et efficaces à renforcer ou mettre en œuvre urgemment.

Les salariés qui travaillent dans les activités essentielles, doivent être soutenus par la mise en place et le renforcement de tous les équipements et procédures nécessaires à leur sécurité et celle d'autrui.

En cela l'état ne peut laisser les entreprises de proximité seules face à cette responsabilité, son rôle n'est pas seulement de les informer mais de les aider financièrement et matériellement dans la mise en œuvre des mesures au quotidien.

Pour ces petites entreprises nous interpellons fortement sur la disparité des situations, en faisant le constat des difficultés financières de beaucoup d'entre elles mais avec des besoins différents de soutien.

En effet, entre une entreprise qui peut encore avec difficulté, gérer cette période et un nombre important d'autres qui sont déjà dans l'asphyxie financière, **les aides doivent être priorisées et renforcées pour celles-ci.**

Leur pérennité en dépend ainsi que celle des leurs salariés, c'est là une urgence immédiate et absolue. Au choc sanitaire risque de succéder le choc économique et social !

Nous avons une expertise, une connaissance des réalités de la vie de nos entreprises, nous devons être entendus et consultés, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau régional, départemental et local.

Notre travail permet actuellement de subvenir à certains des besoins essentiels du pays. Il apportera demain des solutions économiques, sociales et environnementales en favorisant la production locale et les circuits courts.

Nous souhaitons que notre interpellation permette de mettre en œuvre des réponses rapides aux réalités dans notre territoire.